

## DEUX PROJETS DE LOIS «SENSIBLES» EN DÉBAT AUJOURD'HUI À L'APN

## Chauds débats à venir

**Ça promet d'être chaud, cette semaine, à l'APN avec, aujourd'hui, le passage en plénière, des tant controversés projets de lois organiques relatifs au régime électoral et à la Haute instance indépendante de surveillance des élections.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Déjà que lesdits projets de lois ont suscité de vives réserves et de critiques de l'opposition parlementaire, voire de députés des partis de l'allégeance, il est attendu que la séance de leur présentation et de leur examen ce matin ne soit pas sereine. Bien au contraire, elle s'annonce sous forte tension, les députés de l'opposition ayant déjà annoncé la couleur, jeudi dernier, en dénonçant la programmation démentielle de nombre de projets de lois en même temps et en un temps court, mais surtout leur visées «liberticides», contraire à l'esprit et à la lettre de la nouvelle Constitution dont ils sont censés incarner la matérialisation.

Car pour ces députés de l'opposition dont beaucoup ont même tourné le dos aux travaux de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée, à l'image de ceux du mouvement Nahda, le projet de lois organiques relatif au régime électoral consacrerait,

s'il est admis dans sa mouture gouvernementale, l'enterrement du multipartisme et le retour à l'ère du parti unique. Via, notamment l'article 73 qui conditionne aux partis la participation aux prochaines élections par un taux minimum de 4% de voix exprimées lors du dernier scrutin, sous le mobile de «faire le ménage dans la scène politique pullulant de micro-partis». Un argument que réfute l'opposition, soutenant que les élections passées ont été marquées par une «fraude sans pareille» et que de ce fait, elles ne peuvent servir de «réfèrent».

Ceci en sus du fait que c'est le pouvoir qui est responsable de la pollution du champ politique, lui qui n'avait cessé de solliciter ces mêmes micropartis pour faire office «d'interlocuteurs à la place des partis de l'opposition, que ce soit lors des concertations autour du projet de révision constitutionnelle que pour les besoins du fameux mur national cher au secrétaire général du FLN».



Une séance sous haute tension.

Cette même disposition ne prend pas en considération les partis ayant scellé des alliances électorales lors des dernières élections, à l'image de l'Alliance de l'Algérie verte composée du MSP, de Nahda et Islah, voire même de probables alliances électorales à l'avenir. Il y a aussi la lani-

nante question de l'inscription et du vote des éléments des corps constitués, autre pomme de discorde entre l'opposition et le pouvoir.

Le projet de loi relatif à la Haute instance indépendante de surveillance des élections que l'opposition récuse, elle qui n'y voit qu'une «ver-

sion perversie» de la Haute instance de supervision des élections qu'elle revendique ces derniers temps, ne manquera pas d'attiser davantage la tension dans l'hémicycle parlementaire.

Une enceinte qui, demain lundi, connaîtra une session de «rattrapage» avec la reprogrammation de la séance de vote du projet de loi portant organisation de la profession de vente aux enchères, le projet de loi portant règlement budgétaire 2013, le projet de loi amendement et complétant l'ordonnance 76-122 du 9 décembre 1976 relative aux statuts des officiers de réserve ainsi que le projet de loi complétant l'ordonnance 06-02 du 28 février 2006 portant les statuts des fonctionnaires militaires, précise la même source.

Cette séance a été, pour rappel, reportée, jeudi dernier, pour défaut de quorum des députés, à peine une centaine s'étant présentée. En cas de récidive, soit l'absence de quorum, le scrutin est reporté à une séance ultérieure qui ne peut se tenir moins de 6 heures et plus de 12 heures plus tard, au cours de laquelle le scrutin est validé quel que soit le nombre des députés présents.

M. K.

RÉGIME ÉLECTORAL ET HAUTE INSTANCE INDÉPENDANTE  
DE SURVEILLANCE ÉLECTORALE

## Un «recul» dans les acquis démocratiques, pour El Islah

**Pour le Mouvement El Islah, le projet de loi organique relatif au régime électoral et le projet de loi organique relatif à la Haute Instance indépendante de surveillance électorale consacrent un recul dans les acquis démocratiques et ferment l'opération électorale et donc politique.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Le secrétaire général du Mouvement El Islah rejette en bloc le projet de loi organique relatif au régime électoral et celui relatif à la Haute Instance indépendante de surveillance électorale. Selon lui, ces deux lois interviennent pour «fermer» l'opération électorale et la «cerner» entre les seuls partis de l'allégeance.

«La condition de 4% de voix exprimées lors des dernières élections qui n'ont d'ailleurs été que fraude et faites sur mesure, ne peut être une norme ou une condition d'élimination», a affirmé Filali Ghouini, hier à Alger. Il estime qu'on ne peut parler d'une opération politique en présence de telles conditions. «Le comble, c'est que cette condition d'élimination est préalable bien avant que le parti n'entame la compétition», ajoute-t-il.

D'ailleurs, poursuit-il, «il n'y a qu'un seul parti politique qui peut assurer les 4% à travers toutes les wilayas du pays. Nombre de partis du pouvoir ne remplissent pas cette condition à travers toutes les wilayas».

Le SG du Mouvement El Islah exprime, également, son regret que la Haute Instance indépendante de surveillance électorale consacre un recul. «Ses membres parmi les magistrats et la société civile sont tous désignés alors que l'ancienne

instance politique était constituée de représentants de partis politiques qui élaient leurs présidents à l'échelle nationale et locale», explique-t-il.

Pour lui, ce qui était en usage par le passé avec toutes ses lacunes est beaucoup mieux que ce que la nouvelle Constitution a apporté.

Les deux projets de loi consacrent ainsi, estime Filali Ghouini, un recul dans les acquis démocratiques et ferment l'opération électorale et donc politique. Chose qui, selon lui, ne manquera pas, par ailleurs, de stimuler une abstention, menaçant ainsi l'avenir démocratique en Algérie.

«Nous avons sollicité le pouvoir de renoncer à ces conditions à la place desquelles nous aurions souhaité des lois qui consacrent davantage de libertés et de pratiques politiques.»

Filali Ghouini déplore, par ailleurs, que le «harcèlement» que connaît le domaine politique ait fini par toucher d'autres secteurs, notamment celui de l'information. Il cite ainsi l'exemple du quotidien arabophone *El Khabar* qui subit «une pression et un terrorisme administratif». «C'est un journal qui a toujours refusé de se plier», dit-il.

Ry. N.



Filali Ghouini, SG du Mouvement El Islah.

BENGHEBRIT RENCONTRE AUJOURD'HUI  
LES PARTENAIRES SOCIAUX

## Éducation, l'heure du bilan

**La ministre de l'Education nationale rencontre aujourd'hui les partenaires sociaux. Les deux parties vont faire le point sur les épreuves partielles du bac, les résultats du BEM et de la 5°. Au menu également, la préparation de la rentrée scolaire prochaine qui se déroulera sous le signe du changement.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - C'est l'heure du bilan pour le ministère de l'Education nationale. Nouria Benghebrit réunit aujourd'hui les syndicats autonomes et les associations de parents d'élèves pour faire le point sur plusieurs dossiers.

Les deux parties reviendront, apprend-on, sur les examens de fin d'année et essentiellement sur le déroulement des épreuves partielles du bac. Le département de l'éducation veut faire une évaluation des examens nationaux pour corri-

ger les lacunes. D'ailleurs, le taux d'échec dans les examens de fin de cycle primaire et moyen est important. Et beaucoup réussissent leur passage d'un palier à un autre grâce au rachat.

Partant du principe que la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, le ministère de l'Education ne voit pas l'intérêt de faire passer un examen sanctionnant aux élèves de la 5° année primaire. C'est pourquoi, cet examen deviendra un test d'évaluation des compétences des élèves.



Nouria Benghebrit.

Cependant, la suppression de cet examen ne devrait pas intervenir à la rentrée prochaine. Puisque l'urgence pour la rentrée de septembre

c'est la refonte du bac. Le ministère de l'Education, en partenariat avec les partenaires sociaux, a travaillé tout au long de cette année sur ce dossier dont les résultats seront annoncés prochainement. Sur les trois examens nationaux, seuls les examens de fin de cycle primaire et de la troisième année secondaire seront réformés.

Pour l'instant, Nouria Benghebrit n'a pas évoqué de changements dans les épreuves du BEM. Au niveau de ce palier, la réflexion concerne plutôt le problème de l'orientation.

La ministre de l'Education et le partenaire social vont également discuter de la prochaine rentrée scolaire et ses préparatifs. Une rentrée 2016-2017 qui se déroulera sous le signe du changement.

S. A.